

Questions orales

M. Cullen: Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne la deuxième partie de la question du député, les particuliers ne reçoivent pas le statut d'immigrant reçu. Les ministères peuvent certes présenter des instances en ce sens. Ainsi que je l'ai déjà déclaré, nous accordons des permis ministériels non seulement sur la demande du bureau du solliciteur général mais aussi sur celle de députés de l'opposition. Il n'a jamais existé de politique générale ni, quant à cela, de politique particulière, prévoyant que le statut d'immigrant reçu puisse être accordé à quelqu'un s'il exécute une opération en particulier. Mon ministère n'a pas pris de tel engagement. Si d'autres ministères l'ont fait, c'était à l'insu de mes fonctionnaires, et assurément sans leur approbation.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**DEMANDE DE DÉSIGNATION COMME ADMISSIBLES AUX SUBVENTIONS DU MEER CERTAINES RÉGIONS DU SUD ET DU CENTRE DE L'ONTARIO**

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale et fait suite à des questions posées par mes collègues il y a plusieurs jours à la Chambre. A quelques reprises, j'ai demandé à son ministère que certaines régions du sud et du centre de l'Ontario obtiennent des subventions du MEER. En raison du chômage accru qui indique que ces régions ont autant besoin d'aide que d'autres régions favorisées par son ministère, le ministre est-il prêt à considérer sérieusement ma demande?

[Français]

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, je prends très sérieusement en considération les instances que me font les honorables députés sur les problèmes auxquels ils se heurtent dans leurs régions respectives, mais il existe bien sûr des limites que je dois respecter. Il ne faut pas oublier que je rencontre moi-même des difficultés. Je voudrais donc dire à l'honorable député, comme à certains autres députés de cette partie de l'Ontario qui m'ont récemment fait des instances et aux ministériels également, que nous sommes à négocier avec le gouvernement de l'Ontario des modifications des ententes sur place. Il est donc possible qu'au cours des prochains jours nous soyons en mesure d'annoncer que nous avons réalisé un progrès, ce qui permettra d'aider certaines régions de l'Ontario dont fait mention l'honorable député.

[Traduction]

M. Scott: Monsieur l'Orateur, le 8 février 1978, il y a environ cinq semaines, j'ai demandé par écrit au ministre une entrevue pour discuter de cette question de vive voix, dans la mesure où elle concerne ma circonscription. Je n'ai toujours pas reçu de réponse à cette demande. Je voudrais demander au ministre s'il songerait à discuter de cette question importante avec moi, afin que je puisse défendre la cause de la population de ma région?

[M. Epp.]

M. Lessard: Monsieur l'Orateur, je puis dire au député qu'il va bientôt recevoir une réponse, car j'ai signé voici deux jours la réponse à sa lettre.

Une voix: Elle est dans le courrier!

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE**L'INSCRIPTION AU BUDGET DE STIMULANTS AU PARTAGE VOLONTAIRE DE CERTAINES TÂCHES**

M. Paul E. McRae (Fort William): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Malgré les succès que nous avons remportés ces dernières années en matière de création d'emplois . . .

Des voix: Oh, oh!

M. McRae: Le Canada vient de loin en tête de liste des pays de l'OCDE à cet égard; malgré cela, il nous reste un million de chômeurs à caser. Étant donné ce que coûte la création d'emplois, le ministre envisage-t-il dans un prochain budget des mesures destinées à inciter les gens à partager volontairement certaines tâches afin de libérer un certain nombre d'emplois?

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'étudierai la question. Lors de la préparation du prochain budget, nous verrons si nous pouvons faire quelque chose dans ce sens.

* * *

[Français]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**L'ÉTABLISSEMENT PROPOSÉ D'UNE USINE DE FERRO-SILICONE À RIMOUSKI—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Est-ce que l'honorable ministre pourrait dire à la Chambre s'il y a eu de nouveaux développements dans le dossier ayant trait à l'établissement de l'usine de ferro-silicone à Rimouski?

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur le président, non pas que je sache, et j'ai vérifié cela il n'y a pas tellement longtemps, il n'y a eu aucun développement au sujet de ce dossier.

M. Allard: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire. Compte tenu de la réponse de l'honorable ministre, est-ce que ce dernier pourrait dire à la Chambre s'il attend l'aboutissement de ce projet dans un avenir très prochain?

M. Lessard: Monsieur le président, non pas au rythme où va le progrès dans le dossier. Je ne croirais pas qu'il y ait effectivement une décision à ce sujet au cours des prochains mois, j'en serais très étonné.